

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOUIS ROYER

27 RUE DU CHAIL

--

16200 Jarnac

Références : 2026 005 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007205679

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2026 dans l'établissement LOUIS ROYER implanté 40 Route Louis de Barberin -- 16360 Reignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection avait pour objet de faire le point sur la mise en conformité et la modernisation du système d'extinction automatique d'incendie passant progressivement au dopage mousse. De plus, l'inspection a permis de faire le point sur divers sujets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOUIS ROYER
- 40 Route Louis de Barberin -- 16360 Reignac
- Code AIOT : 0007205679
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société LOUIS ROYER SAS est autorisée à exploiter une installation de stockage et de vieillissement de Cognac par l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2007. Le site est SEVESO Seuil Bas.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Émulseurs et GME	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.2	Demande d'action corrective	15 jours
5	Extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Plan d'opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
9	POI – Tests	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande d'action corrective	2 mois
11	Regards siphonides	Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
12	Récupération des effluents	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
13	Réserve d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.2	Demande d'action corrective	3 mois
14	POI et eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
16	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
17	Rapport assureur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
18	Sirènes POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V – d)	Demande d'action corrective	6 mois
19	Communication entre chais	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.3.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Interrupteur général chais	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.1	Sans objet
3	Protection IP55	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.1	Sans objet
4	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.1	Sans objet
6	Moto-pompe	Arrêté Préfectoral du 12/09/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendie	article 12.6.2	
10	Rétention des chais	Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 5	Sans objet
15	Remplacement des émulseurs par des non fluorés	Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever que les travaux de modernisation et de mise en conformité de l'EAI dopée à la mousse avaient pris un peu de retard pour des raisons extérieures à l'exploitant. La nouvelle moto-pompe et la réserve émulseur ont bien été constatées.

Aussi, l'inspection a constaté que les constats issus de l'inspection de 2024 avaient été en majorité résorbés.

Enfin, quelques écarts ont été relevés lors de la présente inspection. Le sujet principal concerne la conformité des émulseurs mobilisables par le GME16, auprès duquel l'exploitant est sous convention. Des éléments sont attendus sur ce sujet pour démontrer la conformité des émulseurs et à défaut, l'exploitant devra se doter de sa propre réserve d'émulseurs sur site à mettre à disposition des pompiers. **L'absence de déploiement d'actions pour répondre à cette requête conduira l'inspection à proposer des suites administratives au préfet.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émulseurs et GME

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Émulseurs (Pour chai > 2 000 m² ou SEVESO)</p> <p>Les quantités d'émulseurs nécessaires à l'extinction d'un incendie susceptible de se produire sur le site sont définies par l'exploitant.</p> <p>Dans le cas où les émulseurs ne sont pas stockés en totalité sur le site, l'exploitant s'engage auprès des services d'incendie et de secours de faire acheminer les émulseurs nécessaires dans un délai défini. L'acheminement des émulseurs sur le site est à la charge de l'exploitant.</p> <p>Dans le cas où les émulseurs appartiennent et/ou sont gérés par un groupement mutualiste, l'exploitant passe une convention avec le groupement. Copie de cette convention est adressée au Préfet, aux services d'incendie et de secours et à l'inspecteur des installations classées. En cas de résiliation de cette convention par l'une des parties, l'exploitant en informe sans délai le Préfet, les services de secours et d'incendie et l'inspecteur des installations classées en indiquant les mesures qu'il a prises pour pouvoir disposer des émulseurs nécessaires à l'extinction d'un incendie sur son site dans les délais convenus.</p>

Constats :

À noter que :

- l'étude de dangers du site de 2014 ne précise pas les capacités attendues d'émulseur sur site mais rappelle à plusieurs reprises la nécessité de recourir à des émulseurs pour procéder à des opérations d'extinction ;
- le POI du site dans sa version 8 de 2025, précise en moyens externes pour l'extinction la possibilité de recourir à « la remorque émulseur » présente chez « Société Hennessy - Site Bagnolet à Cognac » sans faire référence clairement à une convention avec le GME16.

Lors de la visite d'inspection, il est apparu que l'exploitant ne dispose pas de réserve d'émulseurs mise à disposition des services de secours en cas d'incendie pour la défense incendie. L'exploitant est adhérent au GME16 sous couvert d'une convention du 10/05/2004 (vue en inspection).

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité des émulseurs mis à disposition du GME16 par rapport au règlement du 20/06/2019 modifié interdisant la détention et l'utilisation de certains émulseurs fluorés contenant des PFAS. A date et malgré plusieurs sollicitations de l'inspection vers le GME16, aucune justification attestant de la conformité des émulseurs n'a été produite.

Il appartient donc à l'exploitant de s'assurer que la ressource en émulseur mobilisable, en cas d'incendie sur site, par le GME16 est bien conforme aux mousses incendie pouvant encore être utilisées et détenues. À défaut, l'exploitant se doit de disposer d'une réserve d'émulseurs conformes sur son site en application des dispositions de son arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de justifier que les émulseurs mobilisables par le GME16 sont conformes aux dispositions du règlement européen sus-cité et peuvent toujours être utilisés (préciser l'échéance de validité du produit et justifier des caractéristiques physico-chimiques desdits émulseurs et des concentrations en PFAS, PFOA...).

À défaut de justification apportée et de conformité du produit par rapport aux exigences européennes, il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de disposer d'une réserve d'émulseurs conformes sur son site (dont il précisera le volume requis).

L'absence de mise en place des actions demandées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Interrupteur général chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Interrupteur général

Prescription contrôlée :

Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permet de couper l'alimentation électrique du chai, sauf celle des moyens de secours et de sécurité, est installé à proximité d'au moins une issue et à l'extérieur du chai.

Un voyant lumineux extérieur signal la mise sous tension des installations électriques du chai autre que les installations de sécurité.

Constat lors de la VI de 2024 :

Le jour de l'inspection, il a été constaté :

- la présence d'un interrupteur général au niveau du chais CHOLOUS. Le voyant ne semble pas fonctionner.
- la présence d'un interrupteur général au niveau du chai 13 (REGIONALE) avec un voyant opérationnel.
- la présence d'un interrupteur général au niveau du chai 1 (REGIONALE) avec un voyant opérationnel.
- la présence d'un interrupteur général au niveau du chai DAVIAS avec un voyant opérationnel.

L'exploitant répare le voyant du chais CHOLOUS.

Constats :

Dans ses réponses, l'exploitant a indiqué avoir réparé les équipements faisant défaut lors de la précédente inspection.

Lors de la présente inspection, un essai de bon fonctionnement de coupures des installations électriques desservant le chai Cholous, a été effectué ; celui-ci s'est avéré concluant et le voyant de l'interrupteur général de chai était bien fonctionnel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection IP55

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Protection IP55

Prescription contrôlée :

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des chais, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP55

Constat lors de la VI de 2024 :

Le jour de l'inspection, il a été contrôlé par sondage :

- chai 31 : présence d'une pompe IP55
- chai 1 : présence d'une pompe IP55
- chai 13 : présence d'une pompe dont il n'a pas été possible de savoir si elle était IP55. La présence d'une presse étoupe au niveau des câbles électriques semblent indiquer une protection renforcée.
- chai 39 : présence d'une pompe IP55.

L'exploitant justifie que la pompe présente dans le chai 13 est IP55.
Constats : L'exploitant a justifié que finalement la pompe de transfert d'alcool dans le chai 13 est bien IP 55. Lors de la visite des installations, les pompes de transfert d'alcool étaient bien toutes IP 55 (y compris dans le chai 13).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : Les cuveries métalliques doivent être reliées électriquement de manière équipotentielle au circuit général de terre. Constat lors de la VI de 2024 : Par sondage, l'inspection a constaté que : - les cuves inox à demeure des chais DAVIAS, REGIONAL et CHOLOUS sont connectées à la terre, - les petites cuves du chai 31 ne sont pas connectées à la terre, - la petite cuve "MUSSAT" du chai 4 n'est pas connectée à la terre, - la cuve inox du chai 39 n'est pas connectée à la terre. L'exploitant connecte les cuves inox à la terre qui ne le sont pas actuellement.
Constats : L'exploitant a indiqué dans ses réponses que toutes les cuves inox stockant de l'alcool ont bien été mises à la terre. Lors de la visite des installations et plus particulièrement les chais 31 et 39, l'inspecteur a bien relevé que les mises à la terre avaient été mises en place suite aux constats de la précédente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
Prescription contrôlée : Chaque chai est équipé d'une installation fixe d'extinction automatique d'incendie, conçue et réalisée selon un code spécifique reconnu.

Constat lors de la VI de 2024 :

L'inspection a constaté que l'ensemble des chais sont équipés d'une installation fixe d'extinction automatique.

L'exploitant a indiqué que sur demande de l'assureur, le système en eau a été changé en un système eau+mousse.

Un nouveau groupe moto pompe a été installé ainsi qu'une cuve d'émulseur (cf point de contrôle suivant).

La mise en service de ce nouveau système a été réalisé en 2024 et la vérification complète a été réalisé en suivant.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que cette nouvelle installation a été conçue et réalisée selon un référentiel en vigueur (type APSAD).

L'exploitant justifie que la nouvelle installation fixe d'extinction automatique a été conçue et réalisée selon un référentiel en vigueur. Dans le cas où certaines parties de l'installation ne serait pas conforme à un référentiel en vigueur, l'exploitant précise l'échéancier des travaux de mise en conformité.

Constats :

Par transmission électronique du 23/07/2024, l'exploitant a porté à la connaissance de l'administration les modifications réalisées sur l'EAI desservant les chais de stockage et justifier de la conformité du système d'extinction par rapport au référentiel APSAD R1.

Le porter à connaissance (PAC) susmentionné précise que les tranches de travaux pour la modification de l'EAI ne sont pas finalisées ; la phase 3 est prévue de débuter en 2025 et se terminer en 2026.

L'installation EAI modifiée est passée d'un système à eau à un système dopé à la mousse. À cet effet, le dispositif d'EAI dopée à la mousse dispose des caractéristiques suivantes :

- maintien de la source A existante : groupe électro-pompe à démarrage automatique permettant pendant 30 minutes au débit requis (60 m³/h) d'alimenter 5 sprinkleurs en fonctionnement ; la réserve d'eau associée est d'une capacité de 30 m³ ;
- ajout d'un groupe moto-pompe (source B) d'une capacité de 580 m³/h permettant d'alimenter la surface la plus défavorisée pendant 90 min. Aucune réserve d'eau n'est associée à ce système le prélèvement d'eau se faisant directement dans La Charente ;
- ajout d'une installation émulseur couplé au système d'EAI associée à une réserve d'émulseur d'une capacité de 5,4 m³.

Ce projet de modification de l'EAI s'inscrit dans un cadre de renforcement de la prévention et la protection du risque incendie au sein de votre établissement ; en outre suite à la révision trentenaire de l'EAI à l'eau, il vous a été préconisé de réaliser plusieurs modifications de sorte que l'EAI soit conforme au référentiel actuel de l'APSAD R1. Un courrier préfectoral de donner acte a été transmis à l'exploitant le 25/07/2024 pour acter les modifications supra.

Depuis ce donner acte, l'exploitant a transmis des points d'actualité à l'inspection pour préciser l'avancement des travaux. Au jour de la présente inspection, les travaux étaient toujours en cours. Les travaux sont finalisés sur la partie Davias depuis le 19/12/2025 (moto-pompe installée, réserve émulseur de 8 m³ réalisée). La partie technique des travaux est finalisée ; il reste la réception pour

cette partie.

La phase 3 des travaux restant à effectuer doit prochainement débiter pour étendre la protection sprinklage aux chais REGIONAL et 13. L'exploitant précise que ces travaux seront, dans l'idéal, finalisés pour la fin 2026.

Aussi sur les installations d'EAI existantes, une vérification de l'EAI a été réalisée le 22/07/2025 par la société Johnson Controls ; le rapport établi fait état d'observations / améliorations mais également de points de non-conformités à lever au plus vite. Le rapport précise que la révision trentenaire de l'EAI est en cours et que des modifications vont être réalisées. Un point d'avancement sur la résorption des anomalies devra être présenté à l'inspection. Les anomalies sont traitées au fil des travaux de modernisation de l'EAI et à la fin 2026, toutes les réserves seront levées aux dires de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- résorber l'ensemble des anomalies affectant l'ensemble des dispositifs existants associés au sprinklage (cela revient à justifier de la levée de l'ensemble des anomalies observées lors des vérifications semestrielles) et ce au plus tard, pour la fin de l'année 2026 ;
- tenir informé l'inspection de la réalisation des travaux de la phase 3 (raccordement de l'EAI dopée à la mousse aux chais REGIONAL et 13) ;
- transmettre les justifications de la certification N1 délivrée par le CNPP du sprinklage dopé à la mousse après la réalisation des travaux de modernisation de l'installation décrite dans les éléments ayant conduit au donner acte du 25/07/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Moto-pompe incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Le site est pourvu d'un groupe moto-pompe assurant un débit de 400 m³/h prélevant dans la Charente par une canalisation positionnée en dessous des plus basses eaux. Ce groupe alimente le système d'extinction automatique du site. Il est conçu et testé hebdomadairement pour fonctionner en toute circonstance.

Constats :

La nouvelle moto-pompe a été remplacée (source B) dans le cadre de la révision trentenaire du système d'extinction. La nouvelle moto-pompe a un débit de 580 m³/h.

Un essai de bon fonctionnement de la moto-pompe a été réalisé avec succès suite à la demande de l'inspecteur.

L'inspecteur a également constaté la présence d'une cuve émulseur de 8 m³ récemment installée. Celle-ci est située dans un local sur rétention et la cuve est double enveloppe selon l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Tout chai dont la surface au sol est supérieure à 300 m² doit comporter dans son tiers supérieur, un dispositif de désenfumage dont la surface doit être égale à au moins 1/300ème de la surface au sol du chai dans être inférieure à 1 m² (non comprise les surfaces fusibles).
Des commandes manuelles des exutoires de fumées et de chaleur doivent être facilement accessibles depuis au moins une issues.

Constat lors de la VI de 2024 :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de vérification des systèmes de désenfumage du site réalisée par CHRONOFEU le 26/01/2023 (pour 2024, les contrôles sont en cours).

L'inspection a constaté la présence de nombreuses remarques sur le rapport. L'exploitant a indiqué qu les travaux ont été réalisés fin d'année 2023.

Par courriel du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection la facture de la société CHRONOFEU du 29/12/2023 attestant que les travaux de remise en état des installations de désenfumage, suite au contrôle du 26/01/2023, ont été réalisés.

Par ailleurs, le jour de l'inspection, il a été constaté que certaines commandes de désenfumage (chai 6 par exemple) ne sont pas accessibles depuis au moins une issue.

L'exploitant fait le point avec le SDIS16 sur le positionnement des commandes de désenfumage afin de les rendre accessible depuis au moins une issue.

L'exploitant transmet à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations de désenfumage de 2024, ainsi qu'un échéancier de réalisation des travaux en cas de non-conformités relevées.

Constats :

Concernant les mises en conformité du désenfumage en lien avec les observations du contrôleur, l'exploitant a précisé avoir procédé à plusieurs corrections depuis l'inspection précédente. Un rapport de contrôle du désenfumage datant du 21/05/2025 (établi par la société SIMIE) a été présenté à l'inspecteur. Le rapport conclut que l'ensemble des installations de désenfumage est fonctionnel.

Concernant la non accessibilité des commandes de désenfumage depuis au moins une issue, l'exploitant a consulté le SDIS en avril 2024 qui a indiqué les observations suivantes :

- *Déporter le système de déclenchement du désenfumage au niveau des sorties ne me semble pas réalisable. En effet, cela nécessiterait la mise en œuvre de plus de 3 poulies, et une longueur de câble très importante. Ces 2 points sont à confirmer par les installateurs de trappe de désenfumage.*
- *Mettre en œuvre pour les trappes de désenfumage concernées, des fusibles. Il est attendu que ces fusibles aient une température supérieure à celles des têtes de sprinklage. Il conviendra de voir avec la DREAL, si l'ensemble des trappes de désenfumage du site doit être modifié, ou si seules les trappes n'ayant pas de déclenchement manuel près des portes de sortie doivent être modifié.*

Dans son courrier de réponse à l'inspection de 2024, l'exploitant a indiqué que la direction du site a pris la décision « d'intégrer des fusibles sur l'ensemble des trappes de désenfumage des chais ».

L'exploitant a présenté, lors du contrôle du 05/01/2026, le devis passé pour doter le désenfumage de thermo-fusibles pour les chais 1, 13, 39, 34, 36, 37, 27. L'intervention aurait été réalisée mais aucun justificatif n'a été présenté à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de transmettre à l'inspection :

- le justificatif de l'installation de thermo-fusibles au niveau du désenfumage associé à des commandes manuelles qui n'étaient pas situées à proximité d'issues. L'exploitant justifiera également le recensement des installations ayant fait l'objet de cette modification et justifiera pourquoi aucune modification n'a été faite dans le chai 6 (alors que c'est ce chai qui est à l'origine du sujet) ;
- le justificatif que les thermo-fusibles installés ont des plages de déclenchement adéquates et tarées à des seuils de température au-delà de ceux des thermo-fusibles du système d'extinction automatique d'incendie.

Il est demandé à l'exploitant suivant ce même délai, de procéder à un contrôle des installations de désenfumage existantes associées à des thermo-fusibles pour leur déclenchement. L'exploitant justifiera également que les thermo-fusibles existants ont des plages de déclenchement adéquates et tarées à des seuils de température au-delà de ceux des thermo-fusibles du système d'extinction automatique d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Plan d'opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur

et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

Le POI est mis à jour si besoin et testé à des intervalles n'excédant pas 3 ans.

Le POI est commun avec le site d'embouteillage de la SAS Louis Royer situé rue de Cholous.

Constat lors de la VI de 2024 :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le POI (version 7 de 2021). Le POI est commun avec le site d'embouteillage de la SAS Louis Royer situé rue de Cholous.

L'exploitant a indiqué que le POI sera mis à jour en 2024 et intégrera toutes les dispositions prévues à l'arrêté du 26 mai 2014.

Constats :

La version du POI à disposition de l'inspection est une V8 de 2025.

De plus, ce POI n'intègre rien pour répondre aux exigences de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié concernant la gestion des premiers prélèvements environnementaux en phases incidentelles / accidentelles à l'exception d'une mention « Gestion des premiers prélèvements environnementaux » dans la fiche E 10 (FICHE REFLEXE FONCTION LOGISTIQUE) du POI sans plus de détail.

En inspection, l'exploitant précise qu'une étude de détermination des produits de décomposition en cas d'incendie a été transmise par la SOCOTEC le 17/12/2025. Celle-ci est en cours d'examen par l'exploitant pour être déclinée in fine dans le POI (et définir la stratégie des premiers prélèvements environnementaux) et tous les documents en lien avec la gestion de crise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- mettre à jour son POI pour répondre à l'ensemble des exigences de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 ;
- justifier que l'ensemble des prescriptions sus-citées est bien respecté pour le POI de l'établissement ;
- d'établir une stratégie conforme pour la réalisation des premiers prélèvements en cas d'incident / d'accident sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Tests
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constat lors de la VI de 2024 :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une formation a été réalisé en 2022 ainsi qu'un test du POI en présence des pompiers. L'objectif était de mettre en place le POI au niveau du site et de tester les différentes fiches réflexes.</p> <p>Aucun compte-rendu n'a été réalisé à l'issue de cet exercice.</p> <p>L'exploitant réalise un exercice cadre POI afin que l'organisation mise en place dans le POI soit testée par les personnes impliquées.</p> <p>L'exploitant rédige un compte rendu de cet exercice et le tient à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un fichier Excel consignant deux exercices réalisés en avril 2025 dont les scénarios sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - intrusion sur site d'une personne indiquant avoir posé une bombe dans le bâtiment MEB (mise en bouteille) et alerte émise par un technicien de maintenance qui a vu un inconnu quitter la MEB en courant ; - alarme incendie remontée en télésurveillance au niveau du chai Davias - confirmation du début de l'incendie. <p>Les comptes-rendus d'exercice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne visent pas particulièrement le déploiement de fiches du POI ; - pour le second exercice, les modalités d'intervention en interne pour essayer de lutter contre l'incendie avec des moyens de première intervention ne sont pas détaillées. Rien ne détaille non plus les éventuels déploiements des moyens par le SDIS (ou tout au moins simulés) dans le cadre de la gestion du sinistre ; - ne consigne pas le bon fonctionnement du sprinklage (même simulé par le fonctionnement uniquement de la moto-pompe incendie). <p>Toutefois, les exercices ont conduit l'exploitant à définir plusieurs axes d'amélioration dont par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de système d'alarme générale, c'est géré site par site (MEB, bureaux, chais, Gastronomie) : action en cours et devis passé avec Eiffage (ce point est traité dans un point de contrôle spécifique infra) ; - Prévoir au moins un PC portable dans la cellule POI en cas de coupure de courant : action finalisée (PC portable chargé mis à demeure) ;

<ul style="list-style-type: none"> - Gagner en aisance à l'utilisation des talkie-walkie : action menée en continu avec des exercices, des sensibilisations... ; - Optimiser le démarrage de la cellule DOI pour éviter de briefer les personnes qui arrivent au fur et à mesure : action en cours ; - Perte de temps au démarrage, le temps que le DOI appelle chacun des membres de la cellule : action finalisée (désormais les membres de la cellule POI sont avisés en cas d'alerte).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser prochainement un exercice POI « complet » en déclinant le POI et les fiches réflexes établies dans ce cadre et d'en transmettre le compte-rendu détaillé à l'inspection ; - programmer après l'élaboration de la stratégie de réalisation des premiers prélèvements environnementaux, une mobilisation de l'astreinte sollicitée pour s'assurer de son arrivée sur site suivant les délais contractuels (en général 4h) et avec l'ensemble du matériel de prélèvement requis (en nombre, conformité métrologique...) ; - justifier de la réalisation des actions nécessaires pour remédier aux améliorations soulevées lors des précédents exercices (dont celui d'avril 2025).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Rétention des chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les chais 31 de Cholous et les chais 34 à 39 de Davias sont aménagés pour assurer une rétention correspondant à un volume d'au moins 50 % de la QSP de chacun des chais.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a bien été constaté que les chais 34 à 39 et le chai 31 étaient bien en rétention interne. Les rétentions sont assurées par des murets, des portes étanches et/ou des batardeaux amovibles laissés en place .</p> <p>Aucune anomalie particulière qui viendrait remettre en cause la conformité des rétentions n'a été relevée par l'inspecteur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Regards siphoniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée :

Afin d'empêcher la propagation d'un incendie d'un chai à l'autre, des regards siphoniques sont implantés sur le réseau de collecte des effluents enflammés ou non.

Constats :

L'étude de dangers de janvier 2014, réalisée par SOCOTEC et actée par l'APC du 13/06/2014, précise que :

- « les effluents seront collectés par un système d'avaloir relié à un regard siphonique. Pour le chai 1 le positionnement extérieur étant impossible, il sera mis en place dans un local coupe-feu aménagé à l'intérieur du chai » ;
- « les effluents seront collectés par un système d'avaloir raccordé à un regard siphonique. Pour les raisons expliquées précédemment, les chais 34 et 35, 36 et 37, 38 et 39 sont regroupés deux à deux et chaque groupe disposera de son propre avaloir et d'un regard siphonique ».

Lors de la visite des installations, il a été constaté que :

- les regards siphoniques par paire de chais pour la partie Davias (qui se trouvaient le long des bords de la Charente) disposaient d'une garde hydraulique suffisante (coudes plongeurs correctement immergés) ;
- le regard siphonique, utilisé pour la gestion des débordements du chai et situé en intérieur du chai 1 dans le local dédié coupe-feu 2h (à noter que la porte séparative de ce local avec le chai est de classe EI 120), ne disposait pas d'une garde hydraulique suffisante ; le coude plongeur d'arrivée n'étant pas immergé (un vide d'une dizaine de cm a été relevé).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de remplir le regard siphonique en eau de sorte à garantir le maintien immergé, en toutes circonstances, du coude plongeur d'arrivée. L'exploitant réalisera désormais des contrôles périodiques pour s'en assurer et procédera à des appoints en eau dès lors que cela s'avérera nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Récupération des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.4.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction. Les rétentions sont raccordées à une fosse de dilution.

Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage vers une fosse de dilution permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers la Charente.

Cette fosse existante située en bordure de la Charente, près du chai Davias. Elle est équipée d'une vanne avant rejet possible à la Charente et dotée d'un dispositif d'injection de produits émulseur.

Constats :

<p>Pour répondre à la prescription, l'EDD de janvier 2014 du site précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les effluents potentiellement enflammés sont collectés depuis les chais par un système de canalisation. Les canalisations se rejoignent dans un collecteur de diamètre 600 mm qui se jette dans la fosse de dilution et d'extinction de Davias, avant d'être rejetés dans la Charente.» ; - concernant la fosse Davias , « à noter que deux regards ajourés au-dessus de la fosse sont prévus pour la réalimentation en eau ou l'injection d'émulseur ce qui permet de garantir la capacité de dilution et d'étouffement tout au long de l'intervention de lutte contre l'incendie ». <p>Lors de la visite, l'inspecteur a bien constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de deux regards ajourés au-dessus de la fosse d'extinction permettant en cas d'incendie, de la réalimenter en eau pour entretenir la dilution des effluents en feu ; - la présence de la fosse Davias dont le volume en eau n'a pas été observé (la fosse étant enterrée). Une vanne manuelle est également présente pour permettre le rejet dans la Charente ; un essai de manœuvrabilité a été effectué à la demande de l'inspecteur ; celui-ci s'est avéré concluant. Concernant la fosse, l'exploitant a précisé qu'elle est remplie en eau uniquement par l'eau des gouttières ; - l'absence d'un dispositif d'injection de produits émulseur. À ce sujet, l'exploitant a précisé qu'aucun système fixe n'est présent car ce serait le SDIS qui viendrait injecter un mélange eau + mousse directement depuis les regards ajourés vers la fosse de dilution pour maintenir le tapis de mousse.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre en place, conformément à son arrêté préfectoral, un dispositif d'injection d'émulseur au niveau de la fosse Davias (par exemple en installant un injecteur proportionneur). Dans le cas où ce dispositif ne serait pas nécessaire, l'exploitant en apporte la justification à l'exploitant ainsi que l'avis du SDIS sur le sujet.</p> <p>L'exploitant précisera les modalités de contrôle périodique qu'il réalise en interne pour s'assurer que la fosse de dilution Davias dispose d'une garde hydraulique suffisante pour jouer son rôle. Dans le cas où des appoints sont nécessaires, l'exploitant précise comment ils sont réalisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Réserve d'eau incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est pourvu de réserve d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie dans les installations de stockage d'alcools.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, aucune réserve incendie dédiée aux pompiers n'est présente.</p>

Dans l'EDD de janvier 2014, il est indiqué que la défense incendie est dimensionnée par la surface du chai 40 de 1657 m². Le volume évalué pour l'extinction est de 1160 m³ (le besoin pour la protection a été évalué à 0 m³) soit un besoin qui peut être ramené à 430 m³/h pendant une durée de 2h40 (correspondant à une durée établie suivant l'application du cahier des charges dans une version antérieure (2012) dont les durées sont découpées de la façon suivante : 60 min de temporisation, 40 min d'extinction et 60 min de refroidissement).

Pour répondre à ce besoin, l'exploitant référence 5 poteaux incendie publics présents autour de l'établissement dont le débit varie, sans en préciser la pression, de 44 à 120 m³/h. Il s'avère que deux des cinq poteaux ont un débit inférieur à 60 m³/h et ne peuvent être donc valorisés pour la défense incendie du site. Les seuls poteaux publics restant ne sont pas suffisants pour garantir la disponibilité des besoins pour l'extinction de l'exploitant.

À noter que les mesures de débit des trois autres n'ont pas été faites en simultané (62, 85 et 120 m³/h).

En complément, l'exploitant a précisé le 01/12/2025 que « notre système est basé sur un pompage de l'eau de la Charente ». L'exploitant considère que le prélèvement de l'eau en Charente permettra, en complément des débits assurés par les poteaux supra, de garantir le volume d'eau nécessaire de 1160 m³ pour la défense incendie du site. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de le justifier au travers d'une validation de cette stratégie par le SDIS. À noter que le POI de l'établissement ne détaille en rien cette stratégie (possibilité de recourir à des pompes en Charente par des engins pompes du SDIS).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- préciser les emplacements dédiés au SDIS pour le pompage dans la Charente et de garantir que ces emplacements soient accessibles par plusieurs engins en simultané sans obstacles (par exemple des arbres, de la végétation en bordure de Charente qui pourraient contraindre le stationnement des engins du SDIS) ;
- réaliser des mesures de débit en fonctionnement simultané de plusieurs poteaux incendie (pour cela, il convient de prendre en compte uniquement les poteaux ayant un débit individuel supérieur à 60 m³/h sous 1 bar) ;
- détailler la stratégie retenue par l'exploitant (et les moyens à mobiliser dans ce cadre) pour disposer d'une défense incendie à hauteur des 1160 m³ requis ; cette stratégie devra être partagée avec le SDIS au préalable ;
- mettre à jour le POI pour intégrer cette stratégie de défense contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : POI et eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

<p>Le POI compote, en complément des informations demandées dans ce type de plan, d'informer immédiatement (délai inférieur à une heure) les collectivités qui exploitent les captages d'eau potable du Logis Saint Martin (Cognac) et la prise d'eau de Coulonges (Saint Savinien), en cas d'incident susceptible de conduire à un débordement des eaux d'extinction vers la Charente.</p>
<p>Constats :</p> <p>A noter que la prescription supra a été prise considérant les éléments présents dans l'EDD de 2014 qui indiquent qu'« au vu de l'historique du site et de sa situation, aucun confinement des eaux d'extinction n'est envisageable » ; ainsi, le fait de prévenir les exploitants des captages permet d'anticiper toute pollution du réseau AEP par les eaux d'extinction.</p> <p>Le POI de 2025 (V8) présente une fiche D.4 « Message du DOI vers les interlocuteurs locaux ». Cette fiche reprend les contacts de la prescription sus-citée pour prévenir les communes de Cognac et de Saint Savinien en cas de « possibilité de pollution de la Charente ». En revanche, le délai n'est pas précisé et le POI ne détaille aucunement la priorité à donner à cette information à passer auprès des exploitants de captage AEP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre à jour son POI pour préciser le délai (cf. AP : « immédiatement (délai inférieur à une heure) ») de prise de contact des exploitants des captages AEP sus-cités en cas de risque de débordement des eaux d'extinction d'incendie vers la Charente.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Remplacement des émulseurs par des non fluorés

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de L'article 4.</p> <p>Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles</p> <p>Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des</p>

<p>composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p>Constats :</p> <p>En application du règlement Européen sus-cité, il s'avère que la restriction prévoit, à plus long terme (au delà de la période 2025-2028), l'interdiction de l'ensemble des PFAS dans les mousses incendie. Au plus tard d'ici 2035, les mousses anti-incendie pour les sites SEVESO devront être remplacées pour les produits présentant une concentration inférieure à 1mg/l pour la somme des PFAS.</p> <p>Pour le site de Jarnac, l'exploitant a indiqué que « son émulseur SKUM ARC 3X3 installé sur [son] site contient bien des PFAS (chaîne carbonée C6) concernés par le règlement européen RÈGLEMENT (UE) 2025/1988 DE LA COMMISSION du 2 octobre 2025 dont l'interdiction d'utilisation court pour les sites SEVESO jusqu'en 2035. Il ne contient pas de PFOA (chaîne carbonée en C8) dont l'interdiction d'utilisation est bien en décembre 2025 » ; l'émulseur peut donc être conservé sur site jusqu'en 2035.</p> <p>Lors de son contrôle, l'inspecteur a bien constaté que l'émulseur contenu dans la cuve de 8 m³ associée au sprinklage dopé à la mousse était bien le SKUM ARC 3X3 (la FDS du produit est apposée sur ladite cuve).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérifications périodiques des protections foudre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une vérification complète a été réalisée en décembre 2025 par l'APAVE.</p> <p>L'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vérification est uniquement réalisée sur la base du DOE (dossier d'ouvrages exécutés) fourni après les travaux foudre et aucunement sur la base des études foudre (ARF et ETF) requises ; il ne peut être écarté que toutes les protections foudre du site ne fassent pas au final l'objet d'une vérification chaque année ; - 3 anomalies foudre ont été constatées (sur les chemins de câble au niveau de paratonnerre, sur le

<p>serrage de liaisons équipotentielle des descentes...);</p> <p>- plusieurs installations foudre n'ont pas été vérifiées dont par exemple les protections en toiture/terrasse faute d'accès sécurisé et les essais fonctionnels de tous les PDA du site (en l'absence de télécommandes de tests mises à disposition) n'ont pas été effectués.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre le rapport suite à la vérification complète du 05/12/2025. Dans le cadre de sa réponse, l'exploitant apporte les justifications de prise en compte et de résorption des non-conformités citées par l'inspection ci-dessus et démontre que le contrôle de l'ensemble des protections foudre appelées par l'ETF de l'établissement est bien exhaustif.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 17 : Rapport assureur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de l'assureur a été transmis en septembre 2024 pour un audit daté de mai 2024. Plusieurs recommandations ont été émises dans ce cadre et notamment sur le point suivant : « Sprinkler : Emulseur recommandations Vigilance » (échéance sous 12 mois). L'exploitant suit les mises en conformité à réaliser et rend compte à son assureur (cf. dernier mail du 01/12/2025).</p> <p>Aussi, l'exploitant a transmis le plan d'actions adressé à son assureur concernant l'ensemble des actions (10 recommandations sont formulées) ; un point de situation a été fait à l'assureur le 16/09/2025. Des actions sont indiquées « en cours ».</p> <p>Par sondage, l'inspection a souhaité s'assurer, que les engagements de l'exploitant auprès de l'assureur sont bien respectés. En outre, l'assureur avait formulé la recommandation suivante en mai 2024 : « Afin de ne pas favoriser la propagation rapide d'un incendie d'origine électrique, toutes les armoires, coffrets et autres équipements électriques devraient maintenus dégagés dans un rayon de 2m minimum. Commentaire : Lors de notre visite, nous avons constaté la présence de matières combustibles aux abords d'une armoire électrique au niveau du chai n°13. »</p> <p>En retour le 16/09/2025, l'exploitant avait indiqué « les inspections sécurité sont faites régulièrement pour vérifier les dégagements + une demande de vigilance aux chefs de services. Sur l'entrepôt souillac, la matérialisation physique de ces dégagements par des marquages au sol est en cours de déploiement ». Lors de la visite des installations des chais 6 et 7 par sondage,</p>

l'inspecteur a bien constaté qu'aucune matière combustible n'était située à proximité d'armoires / coffrets électriques. L'exploitant étudie actuellement la mise en place d'un marquage au sol dont la tenue dans le temps serait renforcée (peinture à base de résine...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de justifier que l'ensemble des recommandations faites lors de l'audit assureur de mai 2024 ont bien fait l'objet d'actions correctives pour y remédier. Le caractère pérenne des actions correctives devra être justifié en proposant des mesures d'efficacité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Sirènes POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V – d)

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

Constats :

Suite à un exercice réalisé en avril 2025, l'exploitant a identifié la nécessité de disposer d'un système d'alarme générale ; voir action ci-dessous (extrait du compte-rendu d'exercice) :

Point d'amélioration	Action	Responsable	Délai	Statut
Pas de système d'alarme générale, c'est géré site par site (MEB, bureaux, chais, Gastronomie)	Etudier la faisabilité d'une alarme générale (quid des voisins?) ou d'un système pour déclencher les différentes alarmes en même temps	Ludovic L	Q2 2026	En cours

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué échanger avec la société Eiffage pour définir les modalités de regroupement de l'ensemble des alarmes des différents sites Louis Royer en une alarme unique.

L'exploitant précise que l'action sera réalisée au courant de l'année 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de doter le site d'un système d'alarme générale pour informer l'ensemble du personnel se trouvant sur site en cas de sinistre requérant l'activation du POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 19 : Communication entre chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2007, article 12.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tunnels doivent être obturés par une trappe REI 240 étanche, munie d'un système de fermeture automatique et de contrôle des écoulements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué oralement que des communications entre les chais Cholous (chai 4) et le chai 13 existaient via des galeries permettant le passage de tuyauteries inox véhiculant de l'alcool.</p> <p>À la connaissance de l'exploitant, aucun dispositif d'obturation automatique n'est présent pour isoler la galerie en cas d'incendie pour limiter la propagation d'une nappe enflammée d'un chai à l'autre par le biais desdites galeries.</p> <p>L'exploitant a toutefois précisé qu'en cas d'incendie, il est prévu de fermer manuellement toutes les vannes de transfert d'alcools entre les chais pour permettre de limiter l'ampleur des écoulements accidentels dans les galeries.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de recenser l'ensemble des galeries de communication entre chais présentes sur site et de justifier que celles-ci disposent d'un dispositif d'obturation coupe-feu répondant à la prescription suivante : « Les tunnels doivent être obturés par une trappe REI 240 étanche, munie d'un système de fermeture automatique et de contrôle des écoulements ».</p> <p>À défaut, l'exploitant met en place un tel dispositif aux emplacements requis ou il démontre que des dispositions techniques, déjà en place, permettent de garantir un résultat équivalent pour limiter la propagation d'une nappe enflammée entre chais via les galeries souterraines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois